



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/40/24
16 juin 2003



FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarantième réunion
Montréal, 16 - 18 juillet 2003

SOLDES DES PROJETS

Introduction

1. Ce document est préparé en conformité avec les Décisions 28/7 et 31/2(a) en vertu desquelles le Comité exécutif a demandé des rapports sur les projets achevés 12 mois auparavant et présentant des soldes des fonds approuvés pour les projets et les autres activités. Il fournit un résumé des communications des agences d'exécution sur les projets achevés avec soldes, le retour de fonds de projets annulés, et autres ajustements. Les communications des agences d'exécution sont disponibles sur demande.

2. Le document porte aussi sur les Décisions 35/13(k) et 37/7(e) concernant le retour des coûts d'appui des projets avec économies et des projets annulés, la Décision 38/7(b) visant la réévaluation de l'état de projets achevés avec soldes comme projets en cours et les soldes des projets achevés deux ans auparavant, la Décision 39/15(d) concernant de gros montants correspondant à des soldes non remboursés pour des projets achevés deux ans auparavant, et la Décision 20/13 concernant les rapports sur des fonds décaissés et des fonds engagés et non engagés.

Fonds retournés à la 40^e réunion

3. Les agences d'exécution ont indiqué qu'elles retourneraient en tout 2 389 992 \$ US à la 40^e réunion. Cette somme provient de projets achevés avec soldes, de fonds non engagés de projets annulés, et d'autres ajustements.

4. Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il avait retourné en 2003 au Trésorier 2 600 \$ US provenant de la préparation de projet du secteur de la réfrigération à Cuba (CUB/REF/25/PRP/09). Le Comité exécutif peut souhaiter prendre note que ces fonds ont été retournés au Trésorier sous forme de paiement comptant.

5. Le Tableau 1 indique le niveau de fonds retournés par agence.

Tableau 1

FONDS RETOURNÉS À LA 40^e RÉUNION (\$ US)

Agence	Fonds des projets achevés	Fonds des projets annulés	Fonds des projets en cours	Ajustements	Total des fonds à être retournés à la 40 ^e réunion
PNUD	1 193 238	2	225 138	(10 000)	1 408 378
PNUE	1 265 686	0	0	0	1 265 686
ONUDI	165 517	0	56 252	0	221 769
Banque mondiale	441 873	401 509	55 440	(1 404 663)*	(505 841)
TOTAL	3 066 314	401 511	336 830	(1 414 663)	2 389 992

*Excluant le remboursement de 245 405 \$ demandé par la Banque mondiale pour un projet de réfrigération en Thaïlande (THA/REF/10/INV/20).

6. Le PNUD demande de récupérer des fonds auant été retournés à la 39^e réunion pour deux activités de préparation de projet de mousse en Inde (IND/FOA/30/PRP/250-251), des dépenses ayant été incorrectement inscrites. Le remboursement totalise 6 963 \$US et 3 037 \$ US respectivement.

7. La Banque mondiale a demandé le remboursement de 1 390 630 \$ US pour un projet de réfrigération en Argentine (ARG/REF/15/INV/21), 14 033 \$ US pour un projet de formation au Chili (CHI/SEV/07/TRA/11), et 245 405 \$ US pour un projet de réfrigération en Thaïlande (THA/REF/10/INV/20). Le Secrétariat a pris note que des fonds ont été retournés deux fois pour des projets de l'Argentine et du Chili selon les rapports sur les soldes présentés à des réunions du Comité exécutif : une fois à la 31^e réunion et une fois à la 35^e réunion pour l'Argentine; et une fois à la 30^e réunion et une fois à la 32^e réunion pour le Chili.

8. Toutefois, pour le projet de réfrigération de Hitachi Consumer Products Co. Ltd. en Thaïlande (THA/REF/10/INV/20), il existe des différences dans les données entre les soldes et les rapports périodiques de la Banque mondiale et l'Inventaire du Secrétariat. Ces différences sont montrées au Tableau 2.

Tableau 2

DÉFAUT DE CONCORDANCE DES DONNÉES CONCERNANT LE PROJET DE RÉFRIGÉRATION DE HITACHI CONSUMER PRODUCTS CO. LTD. EN THAÏLANDE (THA/REF/10/INV/20)

	Financement approuvé (\$ US)	Ajustement (\$ US)	Financement approuvé plus ajustements au 31 décembre 2002 (\$ US)	Fonds décaissés au 31 décembre 2002 (\$ US)	Solde au 31 décembre 2002 (\$ US)	Fonds décaissés estimatifs selon la 40 ^e réunion (\$ US)	Soldes estimatifs selon la 40 ^e réunion (\$ US)
Soldes/Rapport périodique	553 000	-116 544	436 456	681 861	-245 405	681 861	-245 405
Inventaire du Secrétariat	553 000	7 976	560 976	681 861	-120 885		

9. La Banque mondiale réitère, dans ses observations sur les soldes, le retour de fonds totalisant 124 520 \$ US à la 22^e réunion et 245 405 \$ US à la 30^e réunion ne correspondant pas à l'Ajustement dans son rapport périodique. Le Secrétariat ne peut donc rembourser à la Banque mondiale le montant qu'elle a demandé pour ce projet tant que les données ne concorderont pas. Le défaut de concordance financier sera abordé dans le contexte du Rapprochement des comptes à la 41^e réunion lorsque le rapport pour les comptes 2002 de la Banque mondiale sera présenté au Trésorier.

Projets avec soldes par année d'achèvement des projets

10. Le Tableau 3 indique le nombre de projets avec soldes encore détenus par les agences d'exécution, et les années où ils ont été achevés.

Tableau 3

SOLDES DÉTENUS PAR ANNÉE D'ACHÈVEMENT DES PROJETS

Année d'achèvement	Nombre de projets et montant des soldes par agence									
	PNUD		PNUE		ONUDI		Banque mondiale		TOTAL	
	Nombre	\$ US	Nombre	\$ US	Nombre	\$ US	Nombre	\$ US	Nombre	\$ US
1995	1	434	0	0	0	0	0	0	1	434
1996	1	6 999	0	0	0	0	0	0	1	6 999
1997	1	63	0	0	0	0	0	0	1	63
1998	3	25 192	0	0	0	0	0	0	3	25 192
1999	25	126 637	0	0	0	0	3	235 323	28	361 960
2000	38	368 491	0	0	0	0	2	167 695	40	536 186
Projets achevés sur 2 ans	69	527 816	0	0	0	0	5	403 018	74	930 834
2001	121	1 319 265	0	0	11	692 656	4	308 628	136	2 320 549
2002	17	396 772	0	0	1	43 941	3	142 231	21	582 944
TOTAL	207	2 243 853	0	0	12	736 597	12	853 877	231	3 834 327

* Les projets présentant des soldes de quelques dollars (jusqu'à 5) n'ont pas été inclus.

11. Le Tableau 3 indique que les agences d'exécution avaient des soldes totalisant 3 834 327 \$ US pour des projets achevés 12 mois auparavant. Il y avait 74 projets avec soldes des projets achevés depuis plus de 2 ans auparavant totalisant 930 834 \$ US.

12. Des 5 projets achevés 2 ans auparavant, la Banque mondiale a indiqué que des soldes totalisant 243 746 \$ US de 3 projets de l'Inde pourraient être décaissés ou retournés en juin 2003, puisque la rémunération pour services techniques entre l'intermédiaire financier de la Banque et le cabinet d'experts-conseils avait été déterminée.

Soldes non remboursés pour des projets achevés deux ans auparavant

13. À sa 39^e réunion, le Comité exécutif a demandé au président du Comité exécutif d'envoyer aux chefs administrateurs du PNUD et de l'ONUDI une lettre exprimant la grande inquiétude du Fonds multilatéral en ce qui a trait aux importants montants correspondant aux soldes non remboursés pour des projets achevés deux ans auparavant, et a demandé que ces montants soient retournés immédiatement au Fonds multilatéral pour une nouvelle affectation (Décision 39/15).

14. L'Administrateur du PNUD a informé le président du Comité exécutif qu'il avait entrepris un examen approfondi de tous les projets achevés afin de déterminer le solde de caisse non dépensé à être retourné au Fonds multilatéral et de résoudre toute affaire pendante (Annexe I). Le PNUD a aussi indiqué que certains de ces projets comportaient encore des questions laissées en suspens à cette réunion et que les soldes de caisse non dépensés associés ne pourraient donc être retournés qu'à la 41^e réunion. Comme l'indique le Tableau 3, le PNUD a encore des soldes totalisant 527 816 \$ US (excluant les coûts d'appui) pour 69 projets achevés sur deux ans.

15. Le Directeur général de l'ONUDI a informé le président du Comité exécutif qu'il pouvait financièrement achever tous les projets ayant été classés comme achevés sur deux ans (Annexe II). Comme l'indique le Tableau 3, il n'existe plus de soldes pour ces projets. Les soldes restants de ces projets ont été retournés à la 39^e réunion du Comité exécutif ou ils sont en train d'être retournés à la présente réunion.

Réévaluation de l'état de projets achevés avec soldes

16. À sa 38^e réunion, le Comité exécutif a demandé aux agences d'exécution de réévaluer l'état de leurs projets achevés avec soldes et de reclassifier les projets comme projets en cours s'ils n'étaient pas entièrement conformes à la Décision 28/2, et de réexaminer la question si les soldes de projets achevés deux ans auparavant ne continuaient pas de diminuer (Décision 38/7 b)). Aucune des agences d'exécution n'a demandé de modification à l'état de projets achevés à la 39^e réunion. À cette réunion, la Banque mondiale a demandé de reclassifier le projet de mousse en polyuréthane de Fathei Abu Arja en Jordanie (JOR/FOA/23/INV/37) comme un projet en cours.

17. Ce projet avait initialement été traité comme achevé par la Banque mondiale en décembre 1999, lorsque le nombre total de tonnes prévu dans le document du projet (105,4 tonnes de PAO) a été éliminé. Le rapport périodique de la Banque mondiale en 1999 a d'abord indiqué le projet comme achevé, après décaissement de 508 000 \$ US des 824 869 \$ US approuvés. Depuis 1999, la Banque mondiale a décaissé 195 401 \$ US en 2000 et aucuns fonds en 2001 ou 2002, ce qui laisse un solde de 121 468 \$ US. Toutefois, la Banque mondiale a décaissé 24 000 \$ US en 2003.

18. La Banque mondiale a présenté la mise à jour du programme de pays de la Jordanie à la 38^e réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/64) à titre de plan national d'élimination des SAO. Dans ses observations sur la mise à jour, le Secrétariat a pris note que le projet de mousse d'Arja visait à éliminer, en Jordanie, la consommation restante dans le secteur de la mousse de polyuréthane qui utilise du CFC-11, mais la mise à jour comprenait 78 tonnes de PAO pour cet sous-secteur. La Jordanie a indiqué que l'un des éléments du financement pour le plan national d'élimination des SAO était pour l'élimination des CFC restants dans le secteur de la mousse. Le Comité exécutif a approuvé 410 000 \$ US, plus les coûts d'appui, pourvu que le gouvernement de la Jordanie convienne qu'aucune ressource supplémentaire ne serait demandée au Fonds multilatéral ou aux agences bilatérales pour des activités liées à l'élimination de substances réglementées (Décision 38/72).

19. Le rapport de la Jordanie pour l'année 2002 sur la mise en oeuvre de programmes de pays précise 50 tonnes de consommation de CFC-11 dans le secteur de la mousse.

20. La Banque mondiale a indiqué que les problèmes non résolus qui avaient empêché l'achèvement financier étaient reliés au point où le projet avait atteint les objectifs visés, parce qu'il reste dans le sous-secteur plusieurs petites entreprises admissibles que la Banque dit ne pas avoir été financées dans le cadre du plan national d'élimination des SAO. Toutefois, il faut prendre note que la mise à jour du programme de pays de la Banque comprenait l'élimination du secteur des mousses et que la décision d'approuver le plan n'excluait pas que le secteur des mousses puisse recevoir des fonds.

21. La Banque mondiale a aussi mentionné un autre problème en rapport avec ce projet. L'organisation qui a mis en oeuvre le projet, Fathai Abu Arja et le Bureau de vérification de la Jordanie sont en désaccord quant à l'utilisation des fonds décaissés à ce jour. Le Bureau de vérification de la Jordanie a indiqué qu'il ne pouvait trouver assez de documents permettant de verser les fonds approuvés pour les éléments formation et assistance technique du projet. Toutefois, Fathai Abu Arja a indiqué qu'elle avait fourni aux entreprises participantes la formation et l'assistance technique requises en vertu de la proposition initiale et qu'elle entendait fournir du soutien technique supplémentaire au besoin. La décision de la 38^e réunion a été proposée par le Secrétariat afin de s'assurer que les projets indiqués comme achevés l'avaient bien été, puisqu'on continuait de décaisser des fonds après leur achèvement. L'intention était que ce soit une offre unique aux agences, mais non une offre permanente de rouvrir des projets achevés ou financièrement achevés afin de permettre de dépenser les soldes. Au moment de décider s'il devrait acquiescer à cette demande de la Banque mondiale, le Comité exécutif devrait tenir compte des implications adverses possibles de la réouverture de projets achevés si les fonds devaient être décaissés.

22. Les agences d'exécution ne devraient pas unilatéralement rouvrir des projets achevés et commencer à décaisser des fonds comme semble l'avoir fait la Banque dans ce cas, puisque des fonds ont été décaissés en 2003. Tous les fonds décaissés pour la mission en Jordanie visant à résoudre les soldes en cours pour un projet achevé devraient être versés à partir des coûts d'appui administratifs reçus par la Banque mondiale, en se rappelant que le Comité exécutif a fourni 1,5 million \$ US chacun au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale pour les coûts d'administration de leurs unités de base en 2003. Le Comité exécutif peut souhaiter considérer le projet Fathai Abu Araj comme financièrement achevé et déduire 121 468 \$US des approbations de la Banque mondiale à la 40^e réunion.

Soldes engagés et soldes non engagés

23. Les montants des soldes classés comme engagés et non engagés sont les suivants pour les quatre agences d'exécution :

Tableau 4

SOLDES ENGAGÉS ET SOLDES NON ENGAGÉS PAR AGENCE

Agence	Soldes engagés	Soldes non engagés
PNUD*	1 020 675	1 399 419
PNUE	0	0
ONUDI**	904 957	309 381
Banque mondiale***	870 941	155 113
TOTAL	2 796 573	1 863 913

*Comprend des soldes engagés de 72 347 \$ US et des soldes non engagés de 107 945 \$ US pour des projets annulés.

**Comprend des soldes engagés de 421 799 \$ US et des soldes non engagés de 55 942 \$ US pour des projets annulés.

*** Comprend des soldes engagés de 172 177 \$ US pour un projet en cours.

24. Le niveau des soldes non engagés pour le PNUD dépasse celui des soldes engagés. Certains soldes non engagés pourraient être retenus pour couvrir tout excédent des montants engagés après l'achèvement du projet. Comme l'indique le par. 13, le PNUD est à examiner tous les projets avec soldes et résoudra les questions laissées en suspens et retournera les soldes de caisse non dépensés à la 41^e réunion.

25. À sa 20^e réunion, le Comité exécutif a constaté des problèmes de comparabilité entre les agences de la Banque mondiale et des Nations Unies et a décidé que les « fonds décaissés », tels qu'ils ont été indiqués dans les rapport périodiques des agences d'exécution au Comité exécutif, étaient des dépenses comptabilisées réelles, ne comprenant pas les engagements non réglés (Décision 20/13, par. a). Les agences d'exécution des Nations Unies avaient des informations indiquant des fonds décaissés selon la définition des fonds engagés et des fonds non engagés indiquée dans la Décision 20/13. Le Comité exécutif a adopté, pour le retour des soldes non engagés des projets achevés (Décision 31/2), des directives précisant que la formule de présentation des soldes ne devrait pas inclure la date d'achèvement, le niveau de financement approuvé, le montant dispersé cumulatif, et quelle partie des fonds du solde étaient engagés, quelle partie des fonds étaient non engagés, et quels partie des fonds avaient été retournée.

26. Seul le PNUE a indiqué qu'il ne restait aucun solde non engagé. Le PNUE n'a jamais mentionné de projets avec soldes non engagés, puisque cette information était requise à la 31^e réunion. Aucun solde engagé n'a été mentionné aux 38^e, 39^e, et 40^e réunions. Toutefois, comme l'indique le Tableau 5, les décaissements mentionnés en octobre 2002 dépassaient le niveau indiqué en décembre 2002 pour le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale. Ce qui suggère qu'il y avait une erreur ou que des soldes engagés ou non engagés avaient été indiqués comme des décaissements en octobre 2002.

Tableau 5

**DÉCAISSEMENT INDIQUÉ PAR LE PNUE À LA 38^e RÉUNION ET
DANS LE RAPPORT PÉRIODIQUE POUR L'ANNÉE 2002 (\$ US)**

Agence	Code	Décaissement estimatif selon la 38 ^e réunion (\$ US) présenté en octobre 2002	Fonds décaissés (\$ US) au 31 décembre 2002 selon les rapports périodiques
PNUD	EGY/FOA/15/INV/36	487 345	510 596
PNUD	NIR/FOA/23/INV/28	395 188	403 234
PNUD	IND/HAL/13/DEM/28	264 889	265 138
PNUD	ZIM/FUM/27/DEM/17	202 708	202 830
PNUE	ASP/SEV/30/TRA/35	150 000	124 878
PNUE	DRK/SEV/21/INS/02	142 560	126 456
PNUE	LES/SEV/20/INS/02	30 000	27 523
PNUE	MLW/SEV/25/INS/10	51 350	42 753
PNUE	NER/SEV/26/INS/04	50 000	46 012

PNUE	PHI/SEV/11/TAS/23	200 000	157 083
Banque mondiale	IND/FOA/19/INV/77	119 724	123 743
Banque mondiale	JOR/FOA/23/INV/37	703 401	727 401
Banque mondiale	IND/FOA/20/INV/104	2 659 305	2 688 310

27. Comme la présentation de rapports sur les soldes non engagés est un élément nécessaire de la surveillance des projets achevés avec soldes, le Comité exécutif peut souhaiter prendre note avec inquiétude que les décaissements mentionnés à la 38^e réunion étaient inexacts, et demander au PNUD, au PNUE, et à la Banque mondiale de s'assurer que les rapports futurs sur les soldes soient exacts, de se conformer aux décisions du Comité exécutif touchant les rapports financiers, et de faire la distinction entre les décaissements et les soldes engagés et non engagés.

Coûts d'appui d'agence

28. À sa 35^e réunion, le Comité exécutif a décidé de demander aux agences d'exécution de retourner tous les coûts d'appui d'agence associés aux fonds restants des projets et, si des dépenses ont été engagées à partir de ces coûts, que les agences d'exécution fournissent une explication et retournent le solde des fonds (Décision 35/13 k)). Le tableau suivant présente le niveau de coûts d'appui d'agence retournés à la 40^e réunion.

Tableau 6

COÛTS D'APPUI ADMINISTRATIFS RETOURNÉS À LA 40^e RÉUNION (\$ US)

Agence	Fonds des projets achevés	Fonds des projets annulés	Fonds des projets en cours	Ajustements	Total des fonds à retourner à la 39 ^e réunion
PNUD	153 367	0	29 268	(1 300)	181 335
PNUE	105 255	0	0	0	105 255
ONUDI	21 515	0	7 313	0	28 828
Banque mondiale	178 437*	32 726	7 207	(9 574)	208 796
TOTAL	458 574	32 726	43 788	(10 874)	524 214

*Pour lesquels 138 191 \$ US de 14 projets ont déjà été consignés dans l'Inventaire du Secrétariat, mais où la déduction réelle par le Trésorier n'a jamais eu lieu.

29. Le PNUD demande le remboursement de coûts d'appui de 1 300 \$ US pour les deux activités de préparation de projet de mousse en Inde (IND/FOA/30/PRP/250-251). La Banque mondiale demande le remboursement de certains coûts d'appui d'agence qui ont été retenus à la 38^e réunion (voir ci-dessous).

Coûts d'appui d'agence retenus

30. À la 38^e réunion, 1 159 980 \$ US ont été retenus des fonds transférés à la Banque mondiale parce que la Banque mondiale n'avait pas fourni assez d'explications pour le non-retour de ces coûts d'appui (Décision 38/7 c)). Le Comité exécutif a aussi pris note qu'il n'était pas nécessaire de retourner une partie des coûts d'appui des projets annulés lorsque des frais

avaient été payés par l'agence d'exécution à un intermédiaire financier pour entreprendre une évaluation financière de l'entreprise avant la mise en oeuvre du projet, et le projet a été ultérieurement annulé (Décision 38/7 d)).

31. La Banque mondiale demande le remboursement de 9 574 \$ US pour les projets suivants, car des frais ont été payés à un intermédiaire financier avant l'annulation en vertu de la Décision 38/7 d) :

Tableau 7

TRANSFERTS À LA BANQUE MONDIALE AU TITRE DE LA DÉCISION 38/7d

Code	État	Financement approuvé (\$ US)	Ajustement	Financement approuvé plus ajustements au 31 déc. 2002 (\$ US)	Coûts d'appui approuvés au 31 déc. 2002 (\$ US)	Coûts d'appui remboursés à la Banque mondiale à la 40 ^e réunion (\$ US)	Explication à ExCom des coûts d'appui utilisés (Décision 37/7(e))
CPR/FOA/27/INV/269	FIN	436 100	-436 100	0	56 693	-850	Des frais d'agence de 0,5 % vont au IF car l'entente de la Banque avec le pays est que le IF obtient 0,5 % lors du décaissement final du montant initial du projet .
CPR/FOA/28/INV/296	FIN	534 534	-534 534	0	68 799	-1 032	Des frais d'agence de 0,5 % vont au IF car l'entente de la Banque avec le pays est que le IF obtient 0,5 % lors du décaissement final du montant initial du projet .
CPR/FOA/29/INV/324	FIN	498 400	-498 400	0	64 792	-972	Des frais d'agence de 0,5 % vont au IF car l'entente de la Banque avec le pays est que le IF obtient 0,5 % lors du décaissement final du montant initial du projet .
CPR/FOA/31/INV/363	FIN	420 525	-420 525	0	54 668	-820	Des frais d'agence de 0,5 % vont au IF car l'entente de la Banque avec le pays est que le IF obtient 0,5 % lors du décaissement final du montant initial du projet .
CPR/REF/18/INV/149	FIN	2 212 039	-202 829	2 009 210	287 565	-1 014	Des frais d'agence de 0,5 % vont au IF car l'entente de la Banque avec le pays est que le IF obtient 0,5 % lors du décaissement final du montant initial du projet .
CPR/REF/23/INV/235	FIN	1 237 663	1 237 663	0	160 896	-2 413	Des frais d'agence de 0,5 % vont au IF car l'entente de la Banque avec le pays est que le IF obtient 0,5 % lors du décaissement final du montant initial du projet .
CPR/REF/25/INV/251	FIN	1 267 638	1 267 638	0	164 793	-2 472	Des frais d'agence de 0,5 % vont au IF car l'entente de la Banque avec le pays est que le IF obtient 0,5 % lors du décaissement final du montant initial du projet .
Total demandé pour ajustement						-9 574	

Note :

1. Le remboursement pour frais d'agences demandé par la Banque mondiale est égal à 0,2 % du financement approuvé (sauf pour le projet CPR/REF/18/INV/149, où le remboursement demandé est égal à 0,05 % du financement approuvé plus ajustements).
2. La Banque mondiale demande un remboursement de 1,5 % pour frais d'agence au lieu du 0,5 % indiqué dans son rapport sur les soldes (sauf pour le projet CPR/REF/18/INV/149, où le remboursement demandé est 0,35 % pour frais d'agence)

RECOMMANDATIONS

Le Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances peut souhaiter envisager recommander au Comité exécutif de :

1. Prendre note du rapport sur les soldes des projets contenus dans UNEP/OzL.Pro/ExCom/40/24,
2. Prendre note que le gouvernement du Canada avait retourné 2 600 \$ US au Trésorier pour la préparation du projet de réfrigération à Cuba (CUB/REF/25/PRP/09).
3. Demander que les données concernant le projet de réfrigération de Hitachi Consumer Products Co. Ltd. en Thaïlande (THA/REF/10/INV/20) soient traitées dans le rapprochement annuel des comptes à être présenté à la 41^e réunion.
4. De prendre note avec satisfaction des lettres de l'Administrateur du PNUD et du Directeur général de l'ONUDI en réponse aux soldes non remboursés pour des projets achevés deux ans auparavant.
5. De considérer les projets de mousse de Fathai Abu Araj en Jordanie (JOR/FOA/23/INV/37) comme financièrement achevés et déduire le solde au 31 décembre 2002 indiqué dans le rapport périodique de la Banque mondiale des approbations de la Banque mondiale à la 40^e réunion en se basant sur la Décision 38/72.
6. De prendre note avec inquiétude que les décaissements mentionnés à la 38^e réunion étaient inexacts, et de demander au PNUD, au PNUE, et à la Banque mondiale de s'assurer que les rapports futurs sur les soldes sont exacts, de se conformer aux décisions du Comité exécutif touchant les rapports financiers, et de faire la distinction entre les décaissements et les soldes engagés et non engagés.
7. De prendre note des niveaux des fonds retournés à la 40^e réunion et totalisant 2 389 992 \$ US plus des coûts d'appui de 524 214 \$ US comme suit, par agence : 1 408 378 \$ US du PNUD et coûts d'appui d'agence de 181 335 \$ US, incluant le remboursement de fonds auparavant retournés par erreur par le PNUD pour deux projets; 1 265 686 \$ US du PNUE et coûts d'appui d'agence de 105 255 \$ US; 221 769 \$ US de l'ONUDI et coûts d'appui d'agence de 28 828 \$ US; et (505 841 \$ US) de la Banque mondiale et coûts d'appui d'agence de 208 796 \$ US incluant le remboursement de fonds retournés par erreur par la Banque pour deux projets et remboursement des frais de l'intermédiaire financier pour des projets annulés.
8. De prendre note que des agences d'exécution présentaient des soldes totalisant 930 834 \$ US excluant les coûts d'appui de projets achevés il y a deux ans : le PNUD (527 816 \$ US plus coûts d'appui) et la Banque mondiale (403 018 \$ US plus coûts d'appui).
